

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Corée > Corée du Sud > Mouvement ouvrier & co. (Corée du Sud) > « **Le travail n'est pas une marchandise** » - **Déclaration des syndicalistes du (...)**

« Le travail n'est pas une marchandise » - Déclaration des syndicalistes du KMWU de Valeo Corée

vendredi 11 juin 2010, par [KMWU Valeo](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2010).

Le groupe Valeo ignorant la responsabilité sociale des entreprises et les droits fondamentaux des travailleurs, a décidé la fermeture définitive de l'usine de compresseur en Corée, sans consultation ou information préalable. Ils doivent négocier.

Les négociations doivent s'engager sans condition préalable pour le respect des droits des travailleurs à vivre. Les membres de la délégation du syndicat KMWU du Groupe coréen Valeo, sont venus en France, après 12 heures de vol depuis la Corée, pour obtenir une entrevue et une négociation avec la direction du groupe.

Le Groupe Valeo a brutalement et unilatéralement notifié sa décision de fermer l'usine, et licencié les 180 travailleurs qui résistent en occupant l'usine depuis près de 7 mois (le 26 octobre 2009).

Nous sommes venus ici pour négocier la sortie de la situation actuelle des travailleurs qui ne cesse de se dégrader.

La délégation du KMWU a informé la direction du groupe de sa présence à Paris et a suggéré qu'une réunion de négociation ait lieu le 10 mai, sans aucune condition préalable des deux parties.

La Direction du Groupe Valeo a refusé cette proposition. En refusant même l'accès de nos représentants au bâtiment au prétexte que le Directeur en charge de cette affaire était en vacances.

Nos représentants ont renouvelé leur demande le 14 mai pour une réunion le 18 mai en faisant passer notre lettre par un agent de la sécurité à l'entrée du siège de Valeo, et en envoyant la lettre par courrier recommandé afin de faire une demande plus officielle.

Valeo n'a jamais répondu, bien qu'ils aient reçu notre lettre à la date du 17 mai. Le 18 mai, le Valeo a de nouveau refusé d'ouvrir des négociations. Un agent de sécurité nous a confirmé que personne à la direction ne voulait discuter avec nous.

M. SCHOUMAKER, Directeur de Valéo des relations sociales : cessez de mentir dans le but d'empêcher la solidarité entre les travailleurs coréens et français.

Un autre fait a mis notre délégation en colère. Le Groupe Valéo, par le biais de Schoumaker, diffuse des informations trompeuses aux travailleurs de Valeo en France et en Europe afin d'échapper à ses responsabilités.

Du fait que les travailleurs de KMWU Valéo continuent à lutter et à résister, que la FTM-CGT et les travailleurs européens de Valeo les soutiennent en exigeant l'ouverture de négociations avec les

représentants du KMWU, M.Schoumaker prétend avoir proposé un grand nombre de fois de négocier avec la Direction à Tokyo. Le KMWU aurait refusé car nous serions des gens violents voire des hooligans.

Nous avons rencontré une seule fois Directeur de Valéo pour l'Asie Orientale, Michel SERRE à Tokyo Hôtel le 24 novembre. M SERRE nous a affirmé que la liquidation de l'usine était définitive et que c'était la première fois que des travailleurs coréens venaient protester contre une telle mesure. Valeo a réalisé de nombreux licenciements et fermetures de site en Corée et il n'a pas de responsabilité dans les négociations sur place. En tout état de cause, ils doivent accepter la fermeture du site et négocier les conséquences de cette fermeture pour les travailleurs. Il a adressé un courrier officiel autorisant la Direction locale à négocier sur les conséquences de la fermeture.

Ne « *négocier que sur les conséquences de la liquidation* », signifie pour le KMWU Valeo, accepter d'être exclus et rejetés. Nous devrions reconnaître la liquidation de la Société et accepter d'être jetés hors de l'usine par la notification brutale de Valeo de sa décision unilatérale de la fermeture de l'usine sans consultation ni information préalable.

Valéo a adressé 13 courriers de menaces au domicile des travailleurs pour informer les familles que la société était déjà fermée, que leur mari a été licencié, qu'il occupe l'usine illégalement de sorte que cette conduite serait puni par les autorités et que les familles devaient le convaincre de renoncer. Ceci a traumatisé les familles qui ont pris connaissance des courriers.

La seule certitude c'est que le 27 avril la direction coréenne a été autorisée à liquider le site.

En France, toute tentative de fermer un site de production sans suivre des règles du droit du travail serait impensable. Ces graves refus d'appliquer les règles de négociations et concertation dans une entreprise transnationale sont contradictoires avec les règles applicables dans la Communauté Européenne en matière de droit du travail, régis par l'OCDE.

Ces actes barbares commis par le Groupe Valeo mettent à l'épreuve la patience de nos représentants et montre tout leur mépris pour les travailleurs coréens.

De plus, ces comportements sont une atteinte à l'honneur français fondé sur l'égalité, la justice et la charité, et montre les reniements du groupe Valéo.

Valeo doit être conscient du fait qu'ils ne pourront jamais arrêter la lutte des travailleurs des travailleurs coréens simplement par la pression sur les travailleurs ou les lacunes de la législation du travail de Corée.

Seules des négociations justes et responsables entre Valeo et KMWU peut empêcher la détérioration de la situation. Nous avons absolument compris que, le plan de restructuration de Valeo est uniquement guidé par la réduction des coûts par la liquidation des emplois.□

Le code sur la responsabilité sociale fixe des obligations pour l'entreprise Valeo !
Suivez les directives de la communauté européenne pour les entreprises transnationales !

Cette lutte des travailleurs coréens Valeo doit permettre de défendre le droit des travailleurs de Valeo de vivre dans le monde entier.

La décision unilatérale de Valéo de liquidation et le refus persistant de la négociation sont injustes et illégales.

KMWU ne renoncera pas tant que la Direction refusera d'ouvrir des négociations. Si Valéo continue de refuser d'ouvrir des négociations, KMWU n'aura d'autre choix que de mener une lutte forte avec

la Fédération Internationale des travailleurs de la Métallurgie, la Fédération Européenne de la Métallurgie, la CGT et les représentants au Comité d'Entreprise Européen de Valéo.

Nous exigeons du Groupe Valéo qu'il en finisse avec sa conduite irrationnelle, qu'il cesse d'essayer d'échapper à ses responsabilités, qu'il cesse les pressions contre les travailleurs et l'utilisation des lacunes de la législation du travail de Corée, et qu'il règle cette situation en ouvrant de véritables négociations.

Le KMWU demande l'ouverture des négociations avec l'envoi lettre officielle par courrier recommandé.

Paris, le 20 mai 2010
